

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 23/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

IDEX ENERGIES

2 rue d'Alençon
CS 31111
92400 Courbevoie

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006506365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement IDEX ENERGIES implanté PROLONGEMENT RUE YOURI GAGARINE 93000 BOBIGNY. L'inspection a été annoncée le 15/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEX ENERGIES
- PROLONGEMENT RUE YOURI GAGARINE 93000 BOBIGNY
- Code AIOT : 0006506365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie centrale de Bobigny, sise avenue Youri Gagarine prolongée, a été mise en service dans les années 1970. Elle produit une activité de production d'eau chaude et de cogénération pour la ville. D'abord équipée de trois chaudières, elle s'est ensuite dotée d'un équipement de cogénération par turbine à gaz en 2000, puis d'une quatrième chaudière mise en service en 2014. Depuis 2020, le site accueille des installations de géothermie qui ont nécessité le démantèlement d'une des 4 chaudières pour installer le local hydraulique. Les installations de chaufferie et de cogénération sont

réparties dans deux bâtiments distincts sur le même site. Les chaudières fonctionnent toute l'année pour la production d'eau chaude sanitaire et l'hiver pour alimenter le réseau de chauffage urbain qui s'étend sur Bobigny et Drancy, la turbine fonctionne quant à elle de novembre à mars.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan puriannuel de contrôle (PPC)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation d'activité rubrique 4734	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-46-25	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Bilan annuel et Prélèvements	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Programme de surveillance rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 4-2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : désenfumage	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56.II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : moyen lutte incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59.III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 29/01/2001, article Condition 4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 29/01/2001, article 4	/	Sans objet
4	VLE dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 3-3	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets aqueux et de l'impact sur le milieu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 48	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : lutte foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60.III	/	Sans objet
10	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : conduite gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62.II	/	Sans objet
11	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : coupure manuel gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.II	/	Sans objet
12	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : détection gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.III	/	Sans objet
13	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : coupure automatique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien entretenu et bien suivi par l'exploitant. Le site a définitivement arrêté l'utilisation du fioul et ne fonctionne plus qu'avec du gaz naturel (en complément désormais de la géothermie). Quelques compléments documentaires ont été demandés à l'exploitant afin de lever certaines non-conformités. Pour information, un porter-à-connaissance est en cours d'instruction visant à scinder le site en deux entités distinctes : la chaufferie sous responsabilité ICPE par SIPPAREC et la cogénération sous responsabilité ICPE par IDEX.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité rubrique 4734

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.
Constats : La visite sur site a permis de constater que la dernière cuve aérienne a bien été démantelée. L'exploitant a indiqué par ailleurs que la cuve enterrée avait fait l'objet d'un inertage. L'exploitant doit toutefois fournir le certificat de démantèlement de la cuve aérienne ainsi que le certificat d'inertage de la cuve enterrée. La cessation totale de l'activité 4734 n'est pas directement traitée dans ce rapport mais fera l'objet d'une procédure séparée. Il est cependant demandé à l'exploitant de fournir les résultats des analyses de sols sur les prélèvements complémentaires au droit des anciennes cuves de stockage comme proposé par l'exploitant dans le rapport de cessation d'activités rubrique 4734 d'OTE Ingénierie d'août 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2001, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Modification installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.
Constats : La visite a permis de constater le retrait de la chaudière G3 signalé par l'exploitant dans son courrier n°SIP / RHT-22-283 du 01/04/2022 au préfet du 93. Elle a été remplacé par le local hydraulique de géothermie. Ce retrait ne constitue pas une cessation partielle de l'activité mais une modification de l'installation. Le courrier du 01/04/2022 doit donc être vu comme un porter-à-connaissance et ce retrait ne constitue pas une modification substantielle de l'installation. Le constat de la visite permet d'entériner cette modification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bilan annuel et Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 du présent arrêté.</p> <p>Constats : Le bilan annuel 2021 transmis par l'exploitant le 26/04/2022 ne contient pas les résultats du programme d'autosurveillance des émissions atmosphériques comme prévu à l'article 4-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-0212 du 22 janvier 2018. L'exploitant doit également ajouté dans ses bilans annuels un tableau synthétique permettant de vérifier : - que les prescriptions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 sont respectées - et que les valeurs de l'article 3-4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-0212 du 22 janvier 2018 sont respectées.</p> <p>L'exploitant doit donc compléter son bilan annuel 2021 avec d'éventuels commentaires expliquant les écarts et intégrer ces informations dans ses prochains bilans.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : VLE dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 3-3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, levolume des effluents gazeux, exprimé en mètres cube normaux (Nm3), étant rapporté :- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), - à une teneur en O: précisée dans Le tableau ci-dessous (NDLR : tableau consultable dans l'arrêté préfectorale complémentaire n°2018-0212 du 22 janvier 2018).</p> <p>Constats : L'exploitant n'effectue pas les mesures de rejets en COVHM et HAP contrairement aux dispositions de l'article 3-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-0212 du 22 janvier 2018. L'exploitant explique qu'il ne fait pas ces mesures car les chaudières ne sont plus alimentées par le fioul (cessation totale de la rubrique 4734) mais uniquement par gaz. L'article 28 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 dispense en effet les chaudières utilisant du gaz naturel à effectuer des mesures sur ces polluants.</p> <p>L'explication de l'exploitant est donc acceptable et ces éléments seront actés dans le cadre du porter-à-connaissance de scission du site en cours d'instruction.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Programme de surveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 4-2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour tous les polluants listés à l'article 3.3 Les mesures sont effectuées périodiquement, conformément aux dispositions prévues ci-dessous, sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures sont transmis par l'exploitant au Préfet dès réception. (NDLR: programme de surveillance consultable dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-0212 du 22 janvier 2018)
Constats : L'article 3-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-0212 du 22 janvier 2018 dispose que "Les résultats des mesures sont transmis par l'exploitant au Préfet dès réception". Dès lors et conformément à l'article 1 de l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant doit transmettre par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF les résultats de la surveillance des émissions. L'exploitant doit donc réaliser les démarches pour ouvrir un cadre dans l'application GIDAF. Pour information, les chaudières G2 et G4 disposent chacune d'un compteur gaz permettant de connaître leurs consommations ce qui n'est pas le cas de la chaudière G1. Pour cette dernière, la consommation peut être calculée par différence par rapport à la consommation totale de gaz pour la chaufferie. Par ailleurs, l'exploitant a informé l'inspection qu'il était victime d'une cyberattaque sur ses serveurs qui l'empêche de récupérer les données de l'autosurveillance depuis juin 2022. Ce point devra être mentionné et détaillé dans le futur bilan annuel sur 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des rejets aqueux et de l'impact sur le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 48	
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance rejets eaux	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée :	
a) La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu ou par estimation ou surveillance de paramètres représentatifs dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral.	
b) Une mesure journalière est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence définie, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Lorsque les flux rejetés se situent au-dessous des seuils, l'arrêté d'autorisation peut fixer une fréquence moindre. L'arrêté préfectoral peut également fixer une fréquence moindre pour les effluents des circuits de refroidissement lorsqu'une méthode alternative de surveillance est proposée par l'exploitant.	
Fréquence de suivi	Seuil de flux
Journalière	DCO (sur effluent non décanté) 300 kg/j
Journalière	Matières en suspension 100 kg/j
Journalière	Azote global 50 kg/j
Journalière	Phosphore total 15 kg/j
Journalière	Hydrocarbures totaux 10 kg/j
Journalière	Composés organiques du chlore (AOX ou EOX) (1) 1 kg/j
Mensuelle	Cadmium et composés (en Cd) 5g/j
Trimestrielle (2)	2g/j
Mensuelle	Chrome et composés (en Cr) 500g/j
Trimestrielle (2)	200g/j
Mensuelle	Cuivre et composés (en Cu) 500g/j
Trimestrielle (2)	200g/j
Mensuelle	Mercure et composés (en Hg) 5g/j
Trimestrielle (2)	2g/j
Mensuelle	Nickel et composés (en Ni) 100g/j
Trimestrielle (2)	20g/j
Mensuelle	Plomb et composés (en Pb) 100g/j
Trimestrielle (2)	20g/j
Mensuelle	Zinc et composés (en Zn) 500g/j
Trimestrielle (2)	200g/j
Mensuelle	Chrome hexavalent (en Cr6+) 100g/j
Trimestrielle (2)	20g/j
Journalière	Cyanures libres (en CN-) 200 g/j
Journalière	VI.
(1) La mesure journalière du paramètre AOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et analysés individuellement et que la fraction des organohalogénés non identifiée ne représente pas plus de 0,2 mg/l.	
III. - Dans le cas d'effluents raccordés à une station d'épuration collective, l'arrêté préfectoral peut fixer des fréquences différentes pour les paramètres DCO, MES, azote total et phosphore total. Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires.	
Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, l'arrêté préfectoral peut fixer des seuils ou des fréquences différents pour le paramètre MES.	
(2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par un document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.	
IV. - L'arrêté préfectoral peut adapter les modalités de la surveillance lorsque les concentrations mesurées se situent au-dessous des seuils de détection des méthodes normalisées.	
V. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés par l'arrêté préfectoral par un laboratoire d'analyse agréé. S'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, le laboratoire d'analyse devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).	
Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.	
VI. - Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. La périodicité de la transmission est fixée par arrêté préfectoral.	
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection le contrôle annuel des rejets aqueux réalisé par le bureau de contrôles APAVE n°22507LSO0286900L-R01 du 03/05/2022 sur des échantillons prélevés du 14/03/2022 au 15/03/2022. Aucun dépassement des seuils n'est constaté.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 7 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56.II
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection les documents suivants : - le rapport d'intervention n°25286/407268 du 28/03/2022 réalisé par la société SCUTUM INCENDIE pour la chaufferie : OK pas de remarques ; - le rapport d'intervention n°15258262 du 03/03/2022 réalisé par la société CHUBB pour la cogénération : 1 appareil présente des défauts relatifs à un câble HS. L'exploitant n'a pas fourni le détail des actions correctives pour lever les défauts constatés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : moyen lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59.III
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection le dernier contrôle annuel de ses moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : lutte foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60.III
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III.- Foudre. L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection le rapport de vérification de l'installation de protection contre la foudre n°D92585042201R001 du 07/07/2022 réalisé par le bureau de contrôles DEKRA concluant que l'installation est correctement maintenue, en état de conformité et de conservation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : conduite gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62.II
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité conduite gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection les documents suivants: - rapport de contrôle des conduites de gaz de la chaufferie n°22.300.SDN.08416.00.L.001.TCTH.001.1 du 30/03/2022 réalisé par le bureau de contrôle APAVE concluant à l'absence d'observations ; - rapport de contrôle des conduites de gaz de l'unité de cogénération n°22.300.SDN.08403.00.H.001.TCTH.001.1 du 30/03/2022 réalisé par le bureau de contrôle APAVE concluant à l'absence d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : coupure manuel gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de coupure manuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
Constats : L'installation dispose bien de 2 vannes de coupure manuelles, l'une pour la chaufferie et l'autre pour la cogénération. En observation, l'identification des vannes permettant de savoir si elle coupe la chaufferie ou la cogénération mériteraient toutefois un rafraichissement pour plus de clarté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.III
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 60 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport d'intervention / certificat de calibration n°193951 du 27/09/2022 réalisé par le bureau de contrôles ADS pour la chaufferie : 4 capteurs sur les 8 sont HS et doivent être remplacés - le rapport d'intervention / certificat de calibration n°193951 du 27/09/2022 réalisé par le bureau de contrôles ADS pour le local PAC inclus dans la chaufferie : OK pas de remarques - le rapport d'intervention / certificat de calibration n°193951 du 27/09/2022 réalisé par le bureau de contrôles ADS pour le local inhibiteur : OK pas de remarques - le rapport d'intervention / certificat de calibration n°193959 du 27/09/2022 réalisé par le bureau de contrôles ADS pour la cogénération : OK pas de remarques - le rapport d'intervention / certificat de calibration n°193951 du 27/09/2022 réalisé par le bureau de contrôles ADS pour le local géothermie (pour info car hors ICPE) : OK pas de remarques <p>Concernant les 4 capteurs HS, l'exploitant a fourni à l'inspection le bon de commande n°64-370-3305096 du 24/10/2022 visant au remplacement et à la mise en service de ces capteurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : coupure automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.II
Thème(s) : Risques accidentels, test chaine coupure automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>Constats : L'installation dispose bien d'un dispositif de vannes automatiques placé à l'extérieur des bâtiments. Les tests de la chaîne de coupure automatiques sont réalisés lors du contrôle des détecteurs de gaz. Compte tenu de la complexité de remise en route des chaudières, un test de coupure effectif suite à une simulation de détection n'est pas réalisé. Seul le bon fonctionnement des dispositifs de la chaîne est mené.</p> <p>L'inspection suggère toutefois à l'exploitant d'envisager un test effectif de la chaîne de coupure lors des périodes creuses de la chaufferie/cogénération, en été notamment.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2001, article Condition 4
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation électrique sera entretenue en bon état; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent et au moins une fois par an. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a fourni à l'exploitant les documents suivants:</p> <p>- pour la chaufferie : * rapport de vérification de l'installation électrique n°22.601.SDN.12230.00.M.003.ELAR.001.1 du 17/05/2022 réalisé par le bureau de contrôles APAVE : 39 non-conformités signalées * certificat Q18 n°22.601.SDN.12230.00.M.003.ELAR.001.1 du 17/05/2022 réalisé par le bureau de contrôles APAVE concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</p> <p>-pour le local PAC inclus dans la chaufferie : * rapport de vérification de l'installation électrique n°22.601.SDN.12230.00.M.001.ELAR.001.1 du 17/05/2022 réalisé par le bureau de contrôles APAVE : aucune non-conformité signalée * certificat Q18 n°22.601.SDN.12230.00.M.001.ELAR.001.1 du 17/05/2022 réalisé par le bureau de contrôles APAVE concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</p> <p>-pour la cogénération : * rapport de vérification de l'installation électrique n°22.601.SDN.12234.00.P.001.ELAR.001.1 du 17/05/2022 réalisé par le bureau de contrôles APAVE : 3 non-conformités signalées * certificat Q18 n°22.601.SDN.12234.00.P.001.ELAR.001.1 du 17/05/2022 réalisé par le bureau de contrôles APAVE concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</p> <p>-pour le local géothermie (hors ICPE) : * rapport de vérification de l'installation électrique n°22.601.SDN.12230.00.M.002.ELAR.001.1 du 17/05/2022 réalisé par le bureau de contrôles APAVE : aucune non-conformité signalée * certificat Q18 n°22.601.SDN.12230.00.M.002.ELAR.001.1 du 17/05/2022 réalisé par le bureau de contrôles APAVE concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni le plan d'actions visant à lever les différents non-conformités. L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir un tableau synthétique permettant de vérifier que chaque non-conformité détectée est levée ou qu'une mesure correctrice est programmée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois